

Arrêté n°2023-511-A

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 03/05/2023

Demande déposée le 08/02/2023		N° AT 042 147 23 M0007
Par :	COMMUNE DE MONTBRISON	
Représentée par :	M. BAZILE Christophe	
Demeurant à :	1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 42600 MONTBRISON	
Sur un terrain sis à :	rue Juliette Nourrisson 42600 MONTBRISON147 AE 919	
	aménagement d'un restaurant scolaire	

Le Maire,

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée,
Vu la loi N° 2005-102 du 1^{er} février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
Vu le décret N° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, modifié par décret N° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des ERP et IGH,
Vu les arrêtés du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017,
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L164-1 à 165-7, L143-1 à L143-3, R162-8 à R162-13, R164-1 à R164-6 et R143-1 à R143-47,
Vu l'avis de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité réunie en sous-commission ERP-IGH et sous-commission accessibilité, en date du 28/03/2023,
Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de La Loire (SDIS 42) en date du 30/03/2023,

Vu l'Autorisation de travaux dite « coque » n° AT 042 147 21 M0058 délivrée le 01/04/2022,

ARRETE

Article Unique : Les travaux décrits dans la demande d'autorisation de travaux susvisée peuvent être entrepris en respectant les prescriptions émises par la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité réunie en sous-commission ERP-IGH et sous-commission accessibilité dans son rapport ci-joint annexé et par le SDIS 42 dans son avis ci-joint.

MONTBRISON, le 03 mai 2023
Pour le Maire au nom l'Etat,
Pierre CONTRINO,
Adjoint Délégué



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

Les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement automatisé. Vous pouvez obtenir communication des informations nominatives vous concernant et, si nécessaire, les faire rectifier, en vous adressant au Service Foncier - Urbanisme.